

L'autogestion : un mort bien vivant !

PAR
PATRICK VIVERET*

Le mot autogestion a disparu du langage politique. Pourtant les débats qui ont eu lieu à son sujet gardent une considérable importance et une réelle actualité dans une période où beaucoup se demandent comment, face à la crise de la démocratie représentative, faire progresser la démocratie participative.

*Directeur du centre international Pierre Mendès-France.

1. Nous sommes condamnés, c'est bien connu, à nous répéter ou à nous contredire. Cet article relève des deux reproches : pour partie il contient une critique de ce courant autogestionnaire auquel j'ai appartenu et qui reste pour moi une référence majeure ; pour une autre il reprend des éléments de textes ou d'interventions récentes sur la question du pouvoir notamment dans la revue *Alternatives non violentes*, ou des textes des « États généraux de l'écologie politique ».

2. Ou de leurs équivalents, les désormais fameuses ONG (organisations non gouvernementales).

Une anecdote résume le paradoxe que nous vivons quant à l'autogestion¹. Lors d'un débat récent à la fête de l'Humanité consacré à la démocratie participative, une personne présente s'est écriée : « tout ce que l'on entend aujourd'hui semble confirmer ce que le PSU et le courant autogestionnaire affirmaient dans les années soixante-dix ! ». Et personne, y compris parmi les responsables communistes présents, ne vint contester ce propos. La situation était d'autant plus savoureuse que le débat avait été ouvert par la projection d'un film sur le budget participatif de Porto Alegre, ville dirigée par le PT (Parti des travailleurs) dont on sait la sensibilité trotskiste de nombre de responsables. Ceux qui se souviennent des relations pour le moins houleuses qu'entretenait le Parti communiste, d'un côté avec le PSU, de l'autre avec les trotskistes, en rient encore !

Mais au-delà du caractère amusant de l'anecdote il existe effectivement un paradoxe sur lequel nous devons réfléchir. D'un côté le débat et le combat pour l'autogestion ont disparu de la scène publique et le mot n'est pratiquement plus utilisé. D'un autre côté le débat civique s'ordonne depuis plusieurs années autour des thèmes de la crise de la démocratie représentative et de la nécessité, pour y faire face, de développer une citoyenneté active ou une démocratie participative. En outre l'importance de la « société civile », dont on sait qu'elle fut au cœur des approches du courant autogestionnaire dans les années soixante-dix, n'a jamais été aussi importante et le rôle des associations² aussi reconnu, y compris au niveau mondial depuis les rassemblements de Seattle. Comment rendre compte du paradoxe de cette disparition apparente du thème autogestionnaire, mais d'une vitalité souterraine qui continuerait de structurer notre débat contemporain ?

Quelques hypothèses peuvent être avancées pour tenter de comprendre cette forme étonnante de « disparition créative ».

On pense évidemment d'abord au message contre productif que l'histoire sanglante de l'ex-Yougoslavie, autrefois chantre de l'autogestion sous

Tito, a pu laisser. Le thème autogestionnaire serait ainsi victime de son identification à un régime qui, au mieux, n'a pas su extirper les passions nationalistes de la société yougoslave, au pire les a entretenues souterrainement derrière la façade bonhomme du despotisme titiste. L'autogestion connaîtrait ainsi la même mésaventure que celle du « communisme », qui n'en finit pas de purger le discrédit majeur que le fait totalitaire soviétique et chinois lui ont préparé.

Pour importante qu'elle soit quant au fond du problème, cette cause de désaffection à l'égard de l'autogestion ne rend pas compte d'un élément majeur : la quasi-disparition du thème dans le débat public, en tout cas en France, précède de plusieurs années le drame de la décomposition yougoslave. Même s'il est des leçons utiles à tirer des raisons pour lesquelles le courant autogestionnaire a trop longtemps manifesté une certaine complaisance à l'égard du titisme, on ne saurait expliquer ainsi le recul dont est l'objet en France le terme bien avant la mort de Tito. Il nous faut donc introduire d'autres hypothèses pour rendre compte de ce recul apparent avant de mieux cerner les raisons du maintien de sa vitalité souterraine.

La première tient tout simplement au fait qu'il existe des cycles de vie dans l'usage des mots et ce fait prend une importance particulière en France. Nous sommes le pays de « la mode » et, comme le notait justement Castoriadis, la mode est « le mode » privilégié sur lequel s'exprime la transmission des idées. De même que la plupart des nouvelles modes sont constituées du retour des anciennes, il y a périodiquement un retour de vitalité de termes que l'on avait cru obsolètes et une désaffection d'autres qui dominèrent une période. Tel est le cas par exemple du mot de citoyenneté qui a fait un retour remarqué au cours des dix dernières années alors qu'il n'était plus utilisé depuis longtemps car évoquant trop un archaïsme républicain dépassé. Il en est de même d'ailleurs, mais à un moindre degré, du terme de république, au cœur des débats actuels sur la Corse ou l'avenir de l'école publique. En revanche le lancinant « camarades » paraît aujourd'hui aussi décalé que l'était il y a vingt ans le « citoyen ». Même le terme de démocratie, qui semble avoir résisté beaucoup mieux à l'usure du temps, a connu des infortunes qui ont longtemps éclipsé son éclat.

Si nous appliquons cette hypothèse du cycle de vie des mots à l'autogestion, nous pouvons considérer qu'après avoir connu la marginalité puis le succès, dans les années soixante-dix, l'autogestion, comme mot, a vécu ensuite la phase de banalisation qui accompagne le succès et prépare la décadence puis l'oubli. Mais l'autogestion comme source de vitalité souterraine, comme attente d'une démocratie toujours plus radicale et participative, reste, elle, féconde et rien n'interdit de penser que le mot même puisse connaître dès lors une nouvelle jeunesse dans un avenir plus ou moins proche.

● Les dangers de la banalisation

Encore faut-il, pour ceux qui souhaitent préparer ce retour de la perspective autogestionnaire, réfléchir à deux autres causes majeures de son enterrement prématuré. L'une tient aux conditions de sa banalisation par des forces qui lui étaient auparavant hostiles (le Parti communiste en par-

ticulier) ; l'autre à l'abandon dont elle fut l'objet par ceux-là mêmes qui étaient censés la porter avec le plus de force, les responsables du courant autogestionnaire.

Les deux phénomènes sont évidemment liés : la banalisation récupératrice qui a conduit, au milieu des années soixante-dix, aussi bien la totalité du Parti socialiste que le Parti communiste, voire une partie de la droite modernisatrice, à se réclamer d'un thème qui, après 1968, était porté essentiellement par la CFDT, le PSU, et les nouveaux mouvements sociaux a été facilitée par la tiédeur nouvelle dont les figures les plus en vue du « courant autogestionnaire » ont fait preuve à partir des années soixante-quinze quant au projet et à la stratégie exprimés jusque-là par leur propre sensibilité. Les deux phénomènes se sont alors mutuellement confortés. Dès lors que l'autogestion n'était plus un « marqueur » en termes de culture politique, son affadissement était programmé. De l'affadissement à la disparition, le chemin n'était ensuite pas long à parcourir. Deux enjeux stratégiques ont pesé en ce sens.

Sur le plan politique, après l'entrée d'une partie du PSU au PS lors des Assises pour le socialisme en 1974, le courant autogestionnaire est devenu de plus en plus le courant « rocardien » et l'enjeu des élections présidentielles est devenu déterminant pour un courant dont l'originalité avait été auparavant d'exprimer principalement l'émergence d'une nouvelle culture politique face à la culture dominante « social-étatique » de la gauche³. Les deux objectifs n'étaient pas *a priori* incompatibles et Michel Rocard lui-même avait rendu célèbre, lors de son discours du Congrès socialiste de Nantes en 1977, ce thème des deux cultures politiques. Mais les contraintes spécifiques du processus présidentiel ont conduit rapidement Michel Rocard à minimiser les occasions de débat au sein du PS afin de préparer une candidature plus large. L'annonce faite au Congrès de Metz, deux ans plus tard, qu'il ne serait pas candidat à la candidature socialiste si François Mitterrand l'était exprimait bien ce paradoxe difficilement tenable : d'un côté la légitimité externe de Michel Rocard lui venait de l'originalité de son rapport au politique : le « parler vrai » en particulier. Mais d'un autre côté la stratégie interne choisie pour accéder à la candidature conduisait au contraire à une dissolution collective de ce courant dans l'ensemble majoritaire socialiste⁴. Cette contradiction n'était déjà pas facile à tenir, sur un plan personnel, pour Michel Rocard. Elle l'était moins encore sur le plan collectif. Dès lors, le courant autogestionnaire est devenu le courant « rocardien » même si Michel Rocard a été souvent le premier à faire une critique lucide de ce processus tant sa conception de la politique était différente de la personnalisation à outrance⁵. Le phénomène s'est trouvé en outre accentué par le recentrage syndical opéré à la même époque par la CFDT et Edmond Maire. Le projet autogestionnaire était en effet pour la CFDT après 1968 non seulement un élément d'identité forte, mais aussi un concept stratégique qui conduisait la centrale syndicale à refuser la classique division du travail entre syndicalisme et politique dominante à gauche depuis la défaite du courant anarcho-syndicaliste. Après les Assises du socialisme et plus encore après la victoire de François Mitterrand en 1981, la centrale syndicale est revenue à une conception beau-

3. Selon l'expression que nous avons utilisée Pierre Rosanvallon et moi-même dans *Pour une nouvelle culture politique* (Seuil, 1977).

4. Michel Rocard a souvent utilisé l'image de la dissolution du sucre dans l'eau pour plaider en faveur de cette stratégie.

5. Je peux d'ailleurs témoigner de la constance de sa curiosité et de sa volonté transformatrice puisque je le retrouve régulièrement au Centre international Pierre Mendès-France qu'il préside. Même lorsque j'étais en désaccord avec lui sur des choix tactiques ou stratégiques, j'ai continué d'estimer sa qualité personnelle et son rapport différent à la politique.

coup plus classique de son rôle et le thème du « recentrage syndical » s'est accompagné d'une affirmation beaucoup moins forte du projet autogestionnaire. On conçoit que si les deux principaux vecteurs de ce courant, le politique et le syndical, cessaient d'en être les protagonistes les plus actifs, on pouvait difficilement attendre que le relais soit pris par des forces qui s'y étaient ralliées davantage par opportunité que par conviction.

Il reste qu'un débat demeure sur les raisons programmatiques et culturelles qui, au-delà des aspects tactiques et stratégiques, ont conduit une partie du courant autogestionnaire à baisser lui-même son propre pavillon. L'une tient au fait que les progrès sensibles de la culture portée par ce que l'on appellera de plus en plus « la deuxième gauche » après le livre d'Hervé Hamon et de Patrick Rotman⁶ conduisaient celle-ci à moins revendiquer une identité d'ensemble dès lors que certains des aspects majeurs de son projet (approche décentralisatrice, rôle de la société civile, transformation de l'État, rigueur économique) étaient beaucoup plus largement partagés en particulier au sein de la famille socialiste comme en témoigne l'évolution d'hommes comme Lionel Jospin.

6. H. HAMON et
P. ROTMAN, *La deuxième gauche*, Seuil, 1984.

● Perte de logique transformatrice

Mais il convient aussi de reconnaître qu'à cette raison estimable s'en ajoute une autre moins à l'avantage de la deuxième gauche : c'est sa perte croissante de sensibilité à l'égard de sa propre logique transformatrice. L'exemple le plus clair se situe dans le domaine économique. À l'origine le thème de la rigueur économique était clairement mis au service d'une transformation sociale et culturelle de grande ampleur s'inscrivant dans un projet alternatif au capitalisme. Au fil du temps la rigueur se muait en un simple « réalisme économique » de moins en moins transformateur. Dès lors, la deuxième gauche, qui avait clairement perçu l'enjeu historique de la lutte contre le fait totalitaire, y compris dans sa composante communiste, s'est trouvée en partie aveugle pour apprécier le nouveau cycle historique des années quatre-vingt-dix. Ce cycle n'est pas celui de l'économie de marché mais du capitalisme informationnel et financier. Or, le capitalisme, comme l'a montré le grand historien Fernand Braudel, est en grande partie contradictoire avec la logique d'échange du marché. Là où le marché appelle nécessairement une régulation sociale et juridique pour assurer les conditions de l'échange et de la concurrence, le capitalisme développe une logique de domination à coups de dérégulation et d'élimination des acteurs les plus faibles. Le triptyque des années soixante, une économie sociale de marché régulée par un système public important et disposant d'un haut niveau de protection sociale, s'est désagrégé sous l'effet du nouveau capitalisme. Polarisée sur ses combats légitimes contre le fait communiste, la deuxième gauche n'a pas vraiment pris la mesure de la victoire culturelle, à partir des années quatre-vingt, de la révolution conservatrice anglo-saxonne et des effets de couplage entre mutation informationnelle, capitalisme financier mondial et remontée des thèmes anti-libéraux sur le plan culturel. Alors que la scène était devenue mondiale et que les protagonistes économiques, culturels, sociaux et politiques s'étaient profondé-

ment transformés du fait de l'effondrement du communisme d'une part et de la radicalisation d'un capitalisme conservateur de l'autre, la deuxième gauche poursuivait ses débats et ses combats antérieurs face aux archaïsmes et aux corporatismes de la « première gauche » sans prêter suffisamment attention à la nouvelle donne globale. Même si elle pouvait avoir raison dans sa critique sur la scène politique et syndicale française, elle ne prenait pas alors la mesure du formidable changement d'échelle spatial (l'enjeu mondial) et temporel (l'entrée dans un nouveau cycle historique marqué par la réapparition d'un capitalisme d'une extrême dureté sociale). C'est lors des grèves de décembre 1995 que le malentendu a atteint son point culminant. Alors que la revue *Esprit* lançait un appel d'esprit très « deuxième gauche » pour soutenir, au nom du « parler vrai », la réforme d'Alain Juppé sur la protection sociale, le ras-le-bol social éclatait pour dire non aux quinze ans d'inégalités accrues, de chantage au chômage contre toute revendication syndicale et d'humiliation subie par les fonctionnaires et les ouvriers accusés de faire le lit de l'exclusion du fait des maigres avantages sociaux qu'ils avaient acquis par leurs luttes. Avec ses défauts et ses limites, ce qui fut bien un mouvement social, même s'il ne répondait pas aux canons théoriques de la deuxième gauche, marquait le signal international d'un retournement de tendance dont les effets sont aujourd'hui encore plus visibles avec le mouvement international apparu lors des manifestations de Seattle. Pour un courant qui avait toujours été capable d'une grande sensibilité sociale, se retrouver, fût-ce de manière injuste, complètement en porte-à-faux par rapport à ce mouvement, fut alors une réelle épreuve mais un signal à méditer.

Le courant autogestionnaire est en effet d'abord un courant centré sur la lutte contre la domination : ses racines libertaires en témoignent. À ce titre, il a été beaucoup plus sensible que d'autres courants de gauche aux formes perverses de la domination politique y compris quand elles se paraient des attributs de la Révolution ou de la République. Mais la domination c'est aussi historiquement la domination sociale, économique et culturelle des classes privilégiées. À trop oublier au cours de la dernière période l'accroissement des inégalités, le retour de la misère au cœur de l'abondance, le mépris et le cynisme affiché des puissants et des riches, la deuxième gauche a fini, pour le dire brutalement, par se retrouver de plus en plus du côté du manche et d'un manche cognant de plus en plus dur sur les plus faibles.

● Des mouvements à haute qualité de participation démocratique

À l'heure où les grands enjeux sont mondiaux, on ne saurait en effet oublier que le projet nécessaire d'une démocratie planétaire qui conduirait l'humanité à assumer sa propre auto-organisation passe par le refus de la marchandisation de tous les rapports sociaux. Le thème cher à ATTAC et aux ONG qui manifestèrent à Seattle : « le monde n'est pas une marchandise » n'est pas un propos archaïque et irréaliste. Il exprime un axe majeur des nouveaux conflits de notre temps. Dans le même temps, il est de plus en

plus clair qu'une simple logique de résistance, aussi légitime soit-elle, est vouée à l'échec. Le mouvement civique et social en émergence, dont les ONG constituent la partie la plus visible, a besoin d'articuler logique de résistance et logique d'anticipation pour ne pas s'enfermer dans des batailles purement défensives. Les succès rencontrés contre l'accord multilatéral d'investissement (AMI), les campagnes dynamiques contre la malbouffe, l'usage efficace des nouvelles technologies convergent vers une capacité nouvelle de la société civile et civique mondiale à développer un nouvel imaginaire positif : celui d'une autre mondialisation infiniment plus ouverte à la totalité des terriens que la forme sauvage de mondialisation que nous connaissons actuellement. Il n'est guère étonnant de retrouver dans ces mouvements nombre d'acteurs qui se reconnaissent auparavant dans le projet autogestionnaire. Car la nécessité d'une synthèse dynamique entre tradition de lutte et d'expérimentation sociale est de nouveau à l'ordre du jour. Nous avons à la fois besoin de mouvements comme ATTAC et de mouvements de créativité sociale comme les réseaux d'échange de savoirs, les systèmes d'échange locaux et toutes les initiatives qui renouvellent l'économie sociale et solidaire. Nous devons articuler les avancées institutionnelles auxquelles un gouvernement peut contribuer et les nouvelles frontières culturelles, techniques et sociales que défrichent les acteurs civiques, culturels et sociaux. Or, dans tous ces mouvements on repère une constante : la qualité de vie et de participation démocratique. Cette qualité démocratique est à la fois un objectif externe (budget participatif, conférence de citoyens, usage des nouvelles technologies, citoyenneté européenne et mondiale, etc.) mais aussi une exigence interne aux mouvements qui la proclament : expérimentation de nouvelles formes démocratiques, refus des avant-gardes et des cumuls de pouvoirs, exigence de parité hommes/femmes, etc. Et l'on voit bien que l'articulation des niveaux et des échelles de démocratie, du local au mondial en passant par le régional, le national et le continental, doit emprunter au principe suivant lequel les décisions sont prises au niveau le plus proche des intéressés tout en préservant le lien avec des formes d'appartenance à des communautés plus vastes. Le débat sur l'Europe politique le montre tout comme celui sur la Corse. La construction nécessaire d'une démocratie planétaire, qui sera l'un des grands défis du XXI^e siècle, rencontrera cette même question. La demande légitime de régulation face à la mondialisation sauvage n'est acceptable que si elle s'accompagne d'un haut niveau d'autorégulation sauf à créer partout des bureaucraties étouffantes. On reconnaît là le cœur des débats et des propositions qui furent avancées sous le nom d'autogestion. Le temps est sans doute venu de reconnaître cette vitalité demeurée trop longtemps souterraine et de redonner au projet autogestionnaire une nouvelle jeunesse. ●

Le projet nécessaire d'une démocratie planétaire qui conduirait l'humanité à assumer sa propre auto-organisation passe par le refus de la marchandisation de tous les rapports sociaux.